

Les plus petites nations d'Europe entraînent-elles le continent dans la guerre ?

Par Frank , 2 octobre 2026

Les plus petites nations d'Europe entraînent-elles le continent dans la guerre ?

Trois États baltes se sont emparés du micro de la politique étrangère de l'UE. Ils engagent les plus grandes économies d'Europe dans une confrontation que leurs électeurs n'ont jamais choisie.



Par [Urs Maurer-Lambrou](#)

Six millions de personnes. C'est la population totale combinée de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie—moins d'habitants que dans le grand Londres. Pourtant,

ces trois États frontaliers donnent désormais le ton de la politique étrangère d'une union de 450 millions de personnes, expliquant à Berlin, Rome et Madrid à quel point le monde est dangereux et combien les contribuables occidentaux doivent payer pour y remédier.

D'une couronne à l'autre

Le récit national balte aime sauter 1721, ce qui est dommage, car c'est là que commence la carte moderne. Cette année-là, Pierre le Grand termina la Grande Guerre du Nord par le traité de Nystad. La Suède céda l'Estonie, la Livonie, l'Ingrie et une partie de la Carélie ; la Russie évacua la majeure partie de la Finlande et paya à la Suède deux millions de thalers d'argent. Les historiens discutent encore de la destination de cet argent. Les ouvrages de référence occidentaux ont tendance à l'appeler une compensation, tandis que le compte rendu de la Bibliothèque présidentielle russe déclare sans détour que la Russie l'a payé pour les acquisitions. Quelle que soit la lecture que vous préférez, l'Estonie et la Livonie ne sont pas passées de la domination suédoise à la liberté. Elles sont passées d'une couronne à une autre. Les personnes qui les administraient réellement n'ont guère changé : le traité garantissait à la noblesse germano-balte son autonomie, son église luthérienne, sa propre frontière douanière et sa langue, et chaque tsar jusqu'à Alexandre II l'a confirmé. Un paysan estonien en 1720 répondait à un baron allemand sous un roi suédois. Son petit-fils répondait à la même noblesse allemande, désormais sous un empereur russe.

La Lituanie y est parvenue différemment, en tant que moitié de la République des Deux Nations, absorbée lors des partages. Catherine la Grande prit la Latgale en 1772 et la majeure partie de la Lituanie, ainsi que le duché de Courlande, en 1795. Le point n'est pas les frontières ; beaucoup d'États européens sont jeunes. Le point est le récit. L'idée d'une nation balte ancienne et ininterrompue, invoquée à Bruxelles chaque fois que quelqu'un suggère la prudence, est un mythe politique moderne. L'existence d'un État indépendant a duré environ vingt ans entre les deux guerres. La période actuelle a commencé en 1990-91.

Pas un pouce



Le chapitre suivant s'ouvre à Moscou le 9 février 1990.

Le mur de Berlin était tombé depuis trois mois. Le secrétaire d'État américain James Baker était assis face à Mikhaïl Gorbatchev et lui a dit, non pas une mais trois fois, que si une Allemagne unie restait dans l'OTAN, l'alliance ne se déplacerait pas d'un pouce vers l'est. Helmut Kohl a dit à peu près la même chose le lendemain. Ce n'était pas un lapsus. Des documents américains, allemands, britanniques, français et soviétiques déclassifiés, publiés par les Archives de la sécurité nationale en 2017, montrent que Genscher, Thatcher, Mitterrand, John Major et le secrétaire général de l'OTAN lui-même, Manfred Wörner, ont tous donné à Moscou des assurances similaires en 1990 et 1991.

Rien de tout cela n'a été inscrit dans un traité.

Cela s'est avéré très pratique. **En 1990, l'OTAN comptait 16 membres.** En 1999, elle a intégré la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. En 2004, elle a avalé sept pays de plus d'un seul coup, parmi lesquels l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, trois anciennes républiques soviétiques. Le territoire de l'OTAN atteignait désormais la frontière russe en Estonie, à peine 150 kilomètres de Saint-Pétersbourg. Lors de son sommet de Bucarest en 2008, l'alliance a annoncé que l'Ukraine et la Géorgie adhéreraient un jour elles aussi. La Finlande et la Suède ont suivi après 2022. Aujourd'hui, l'OTAN compte 32 membres, et « pas un pouce » est devenu toute l'Europe de l'Est, jusqu'à la porte d'entrée de la Russie.

L'emprise balte sur Bruxelles

Trois petits pays ne devraient pas pouvoir donner le ton pour une union de 450 millions de personnes. Ils le peuvent parce que Bruxelles leur a tendu le micro : deux des portefeuilles de sécurité les plus en vue de l'UE sont désormais détenus par des personnes issues de deux de ses capitales les plus intransigeantes à l'égard de la Russie. Kaja Kallas, ancienne première ministre estonienne, est la Haute Représentante : elle préside les réunions des 27 ministres des Affaires étrangères et parle au nom de l'Union à l'étranger. Andrius Kubilius, ancien premier ministre lituanien, est le tout premier commissaire européen à la Défense et à l'Espace. **Aucun électeur, nulle part en Europe, n'a choisi l'un ou l'autre pour ces postes.**



Kallas vient d'une famille qui a toujours été proche du pouvoir, quel qu'en soit le détenteur. Son père est passé de fonctionnaire du Parti communiste dans l'Estonie soviétique à fondateur du Parti de la réforme, puis à commissaire européen : ce que les Allemands appellent un « **Wendehals** », un girouette. En mai 2024, quelques semaines avant sa nomination, elle a déclaré qu'une défaite russe ne serait pas une mauvaise chose et a fait remarquer que la Russie est composée de nombreuses nations. Le Volksstimme allemand y a vu une évocation de l'éclatement de la Russie, une chose étrange pour la prochaine diplomate en chef de l'Europe de spéculer à propos d'une puissance nucléaire. Au-dessus d'eux deux siège Ursula von der Leyen, que les dirigeants de l'UE ont produite à la dernière minute en 2019 et que le Parlement a confirmée par 383 voix, neuf de plus que nécessaire. Elle est arrivée du ministère allemand de la Défense, où elle avait laissé une Bundeswehr ne respectant pas ses objectifs de préparation et une enquête parlementaire sur des contrats de conseil.

Aboyer sur commande

Ce serait flatter les gouvernements baltes de penser qu'ils mènent la danse. Ils ne le font pas. Ils aboient parce que cela arrange ceux qui tiennent la laisse. À Bruxelles, où se trouvent les sièges de l'UE et de l'OTAN, les grandes capitales écrivent les politiques. Les capitales baltes les appliquent à la frontière, disent les choses que

Berlin et Paris préfèrent ne pas dire à voix haute, et portent le premier coup. C'est pourquoi le mégaphone diplomatique de l'UE est allé à Tallinn et le portefeuille de la Défense est allé à Las et Kubilius pour calmer les choses.



Kaliningrad en 2022 a montré comment

cela fonctionne. Bruxelles a élaboré des sanctions sur l'acier russe ; la Lituanie les a appliquées à la lettre et a arrêté les expéditions ferroviaires vers l'exclave en juin. Moscou a qualifié cela de blocus, et Nikolaï Patrouchev, alors chef du Conseil de sécurité russe, a averti que les Litvaniens en subiraient les conséquences. En un mois, la Commission a publié de nouvelles orientations laissant à nouveau passer les marchandises. Vilnius avait fait exactement ce qu'on lui avait dit, et s'est retrouvée seule face à Moscou tandis que Bruxelles se retirait discrètement.

Trois ans plus tard, c'était au tour de l'Estonie. Bruxelles avait passé des mois à annoncer des mesures contre la « flotte fantôme » russe de pétroliers vieillissants et mal assurés. Le 13 mai 2025, la marine estonienne a tenté d'en arrêter un, le Jaguar, dans les eaux internationales au large de Tallinn. L'équipage a ignoré les ordres et a poursuivi sa route vers le port russe de Primorsk. L'Estonie a déclaré qu'un Su-35 russe avait alors pénétré son espace aérien pendant environ une minute avec son transpondeur éteint, et l'OTAN a fait décoller un chasseur pour l'intercepter : un F-16 portugais, d'un pays situé à 3 000 kilomètres. Personne n'a tiré, cette fois.

Pendant ce temps, les gros chiens sont mis en position derrière les petits. En 2023, Berlin a promis une brigade blindée complète pour la Lituanie, environ 4 800 soldats, sur une nouvelle base à Rūdninkai près de la frontière biélorusse. Elle a officiellement commencé à fonctionner en 2025 et doit atteindre sa pleine capacité d'ici 2027. C'est le premier déploiement permanent de troupes allemandes à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale.

Valeurs européennes, édition balte

Après 1991, la Lettonie et l'Estonie n'ont accordé la citoyenneté automatique qu'aux citoyens d'avant 1940 et à leurs descendants. Des centaines de milliers de résidents de l'ère soviétique, pour la plupart russophones et beaucoup nés dans le pays, sont

devenus des « non-citoyens » avec des passeports d'étrangers et sans droit de vote aux élections nationales. Riga insiste sur le fait que « non-citoyen » est un statut juridique, et non une étiquette ethnique, pourtant environ deux tiers des non-citoyens lettons sont des Russes ethniques. Les organes de l'ONU et de l'OSCE ont critiqué ce système pendant des années. Au début de 2026, les non-citoyens représentaient encore 8,7 % de la population lettone, selon les propres chiffres du gouvernement letton.

La situation s'est resserrée depuis 2022, pas assouplie. Les écoles en Lettonie sont passées à un enseignement uniquement en letton et celles d'Estonie suivent. La Lettonie a demandé aux citoyens russes titulaires d'un permis de séjour permanent, dont beaucoup vivaient là depuis des décennies, de réussir un test de letton de base sous peine de perdre ce statut. Et le 26 mars 2025, le parlement estonien a voté par 93 voix contre 7 pour modifier la constitution afin que seuls les citoyens estoniens et de l'UE puissent voter aux élections locales. Sur le papier, cela concerne tous les ressortissants non-UE. En pratique, cela visait environ 80 000 citoyens russes, plus les Biélorusses, et tout le monde le savait. Les détenteurs de « passeports gris » apatrides ont eu droit à une dernière élection locale, en octobre 2025, avant de perdre aussi leur vote. Il est difficile d'accepter une leçon sur les valeurs européennes de la part de gouvernements qui traitent ainsi leurs propres résidents de longue date.

Qui paie la facture

Vilnius aime parler en pourcentages, parce que les pourcentages flattent les petits pays. La Lituanie a promis 5 % de son PIB pour la défense en 2026 avant même que Donald Trump n'ait formulé son exigence de 5 % en janvier 2025, et son budget 2026 s'élève à 5,38 %. En mai 2025, les trois ministres baltes de la Défense ont demandé à chaque allié de faire de même. En juin, à La Haye, l'OTAN a fait de 5 % son objectif pour 2035.

Oubliez les pourcentages. Regardez l'argent. Le budget total de défense de la Lituanie pour 2026 est de 4,79 milliards d'euros. À 5 % de son économie, l'Allemagne dépenserait plus de 200 milliards d'euros par an, plus de quarante fois plus. Même le noyau de 3,5 %, avant le 1,5 % supplémentaire pour les infrastructures et d'autres dépenses liées à la défense, représenterait environ 150 milliards d'euros. Pour l'Italie, l'objectif complet signifierait plus de 100 milliards d'euros par an, pour l'Espagne environ 80 milliards, et toutes deux portent déjà certaines des dettes publiques les plus lourdes d'Europe. Les États baltes fixent la barre ; les grandes économies reçoivent la facture.

L'Espagne, au moins, a eu le cran de dire non. Pedro Sánchez a qualifié l'objectif de 5 % de « déraisonnable », a refusé d'y souscrire, et a quitté La Haye avec une exemption : 2,1 % du PIB et pas un centime de plus. Trump a qualifié l'Espagne de « très faible payeur ».

Personne n'a demandé aux électeurs

A-t-on jamais demandé aux Européens de l'Ouest s'ils voulaient cela ? Seulement aux sondeurs. En 2015, Pew a constaté que 58 % des Allemands, 53 % des Français et 51 % des Italiens étaient contre l'utilisation de la force militaire pour défendre un allié de l'OTAN attaqué par la Russie. Dans une enquête publiée par Pew en 2020, des majorités en Allemagne, en Italie et en Espagne disaient encore non. Le soutien à l'UE pour payer des armes à l'Ukraine a chuté de neuf points, de 65 % au début de 2023 à 56 % ce printemps. En France, le soutien aux livraisons d'armes a chuté de 18 points, de 65 % en mars 2022 à 47 % en février. Fin 2024, YouGov a constaté qu'une paix négociée entre l'Ukraine et la Russie était préférée à la poursuite des combats par 55 % des Italiens, 45 % des Allemands et 43 % des Français. Un sondage Politico de décembre dernier a révélé que les adultes français et allemands penchaient vers une réduction du soutien. Et cet été, des majorités en Allemagne et en France ont dit non à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE en tant que membre à part entière.

Ce n'est pas l'Allemagne, la France, l'Italie ou l'Espagne qui démangent d'une guerre plus large. C'est un public qu'on n'a jamais interrogé, devenu plus sceptique chaque année depuis 2022, et à qui l'on présente maintenant une facture qu'il n'a jamais commandée : un objectif valant plus de 200 milliards d'euros par an rien qu'en Allemagne, encouragé depuis Vilnius et validé à Bruxelles **par des fonctionnaires qu'aucun électeur n'a choisis.**

Quand l'argent manquera

L'accord de La Haye prévoit une révision en 2029. Ma prédiction : d'ici là, l'Espagne ne sera pas le seul pays à dire non. L'argent a disparu il y a des années ; ce qui est dépensé maintenant est emprunté. L'Allemagne a même réécrit sa constitution en 2025 pour pouvoir emprunter pour la défense en dehors de son propre frein à l'endettement.

En 1721, Pierre le Grand a réglé le sort de la Baltique avec un traité et deux millions de thalers d'argent. Trois siècles plus tard, l'avenir de la région est encore décidé par des puissances plus grandes qui font les comptes.

Alors, les plus petites nations d'Europe entraînent-elles le continent dans la guerre ? Pas toutes seules. Ce sont elles qui aboient ; Bruxelles tient la laisse. Et Berlin, Rome et Madrid sont traînées derrière, vers une confrontation que leurs électeurs n'ont jamais choisie, payée avec de l'argent qu'ils n'ont plus. C'est peut-être la seule partie encourageante.



Plus tôt l'argent manquera, plus tôt les électeurs des grands pays imposeront un changement de cap, et plus tôt Tallinn, Riga et Vilnius redeviendront ce que leur taille a toujours fait d'elles : des notes de bas de page dans la politique étrangère européenne. C'est peut-être ce qui, finalement, gardera l'Europe en dehors d'une guerre directe entre puissances nucléaires.